

méthodique, et par là *une volonté libre* ». Et Marx enfin : « *le communisme se distingue de tous les mouvements qui l'ont précédé en ce qu'il bouleverse la base de tous les rapports de production et d'échange antérieurs et que, pour la première fois, il traite consciemment toutes les conditions naturelles préalables comme des créations des hommes qui nous ont précédés, qu'il dépouille celles-ci de leur caractère naturel et les soumet à la puissance des individus associés* ».

Il ne s'agit pas là de bravades ou d'utopies philosophiques. L'action collective consciente est la condition politique même posée au prolétariat pour sa libération par les conditions particulières de sa révolution.

C'est en ce sens que la révolution socialiste ne se propose plus d'interpréter le monde mais de le transformer, qu'elle marque le passage de la préhistoire à l'histoire, du règne de la nécessité au règne de la liberté.

3 ) Il ne s'agit pas là de phrases creuses. Les mesures que permettrait *immédiatement* le pouvoir des travailleurs dans un pays comme la France leur donne un contenu précis.

*La démocratie avancée* que le PCF propose comme objectif permettrait selon lui le retour effectif aux 40 heures, l'abaissement de l'âge de la retraite, la sécurité de l'emploi. Et ce sont là des conquêtes qui, vues de la vallée de larme et d'exploitation capitaliste, semblent à juste titre considérables. Mais ce ne sont que de lamentables pourboires exigés sans enthousiasme ni conviction si on les compare à ce que permettrait, sans exagération, *le pouvoir des travailleurs* en fonction de l'état actuel de développement des forces productives :

a ) Tout d'abord la *demi journée de travail pour tous et tout de suite*. Si l'on considère que de nombreuses entreprises fonctionnent bien au-dessous de leurs capacités productives, que les frais de vente (emballage, publicité, marketing) entrent pour moitié dans le prix de revient de certains produits, que l'anarchie de la production capitaliste permet de nourrir une masse d'oisifs fortunés et de parasites bureaucratiques inefficaces, il apparaît en clair que la demi-journée de travail pour tous n'entraînerait aucune baisse de la production globale.

Une telle revendication illustre *le contenu de classe* de la révolution socialiste. En effet cette révolution vise à *adapter la production aux besoins réels des hommes et non les besoins à la production comme le fait le capitalisme*.

C'est pourquoi elle n'a pas à ajuster la production à la structure de consommation créée artificiellement par le capitalisme et que toutes les couches qui en bénéficient partiellement chercheront à maintenir. En société de transition au socialisme c'est aux travailleurs productifs eux-mêmes et non au peuple tout entier de décider démocratiquement, au-delà du temps de travail moyen nécessaire à la reproduction de la société, de quel temps de travail supplémentaire ils sont prêts à faire le sacrifice en fonction de ce que leur offre la reproduction élargie dans une perspective socialiste.

Enfin la demi-journée de travail pour tous est la condition élémentaire de la démocratie socialiste. On ne peut sans hypocrisie prétendre donner le pouvoir aux travailleurs, lorsqu'ils doivent passer 40 heures par semaine à la tâche et une dizaine en transport. La mise en pratique réelle de la démocratie prolétarienne demande que le temps soit donné à tous de s'informer, de s'éduquer, de se réunir, de débattre. La demi-journée de travail pour tous apparaît ainsi comme l'un des meilleurs moyens d'éviter la délégation de pouvoir permanente et la constitution d'une bureaucratie qui profite de la passivité de la masse encore étouffée par le temps de travail envahissant.

b ) Vient ensuite comme objectif réaliste de la société de transition, *la gratuité de certains produits alimentaires de base*.

La revendication aujourd'hui répandue et que le P.C.F. se propose de satisfaire dans le cadre de la démocratie avancée est celle de la gratuité des services (santé, enseignement, transports). Il ne s'agit pas là de démagogie de la part des économistes du P.C.F. Il n'est pas impossible en effet que le capitalisme, convaincu par le calcul de ses technocrates en mal de rationalisation satisfasse lui-même cette revendication ; ce qu'il a partiellement entrepris dans certains pays capitalistes développés. Mais ce à quoi il ne consentira jamais, c'est à la *gratuité des produits*, et plus seulement des services. Or la société de transition, moyennant une réforme agraire et le rachat de

produits agricoles par l'Etat, peut parfaitement assurer la gratuité du lait, du pain, de certains fruits et légumes, peut-être de certaines viandes comme le porc ! La gratuité de ces produits constituerait une atteinte directe aux rapports marchands. Ces produits dépouillés de leur caractère de marchandise, la vente de la force de travail ne serait plus une contrainte alimentaire absolue.

Des millions d'hommes seraient enfin libérés de la peur de la faim qui hante depuis des siècles leur conscience ou leur inconscient collectif ! Ce serait un bouleversement de fond de leur psychologie.

Ces deux mesures sont indispensables à la révolution socialiste. Si l'on veut que les masses exercent effectivement le pouvoir et gardent le contrôle sur leurs mandataires, il faut qu'elles s'affranchissent des contraintes sociales les plus pesantes et qu'elles se donnent le temps de participer à la vie publique. Sans quoi la démocratie prolétarienne, sous la pression de la division du travail, risque encore une fois de se vider de son contenu et sans quoi risque de se creuser à nouveau le fossé entre gouvernants et gouvernés.

4 ) La société de transition au socialisme doit donner une place prioritaire au problème de l'éducation. En effet pour assurer la démocratie prolétarienne, il ne suffit pas de donner aux masses le temps et la disponibilité indispensables. Il faut y mettre à leur portée toutes les richesses de connaissances accumulées par l'humanité.

En société capitaliste, le système d'enseignement s'efforce de remplir simultanément deux fonctions contradictoires. D'une part il veut contribuer au développement des forces productives en formant la main d'oeuvre qualifiée rendue nécessaire par les innovations technologiques, et les savants et chercheurs indispensables à la grande concurrence en matière de découverte. D'autre part, il veut par la diffusion de l'idéologie dominante, par la formation parcellaire, par la sélection perpétuer les conditions de domination du capital sur des salariés appelés de plus en plus à élargir leur vision du système global de production, à partager certaines responsabilités de gestion tout en restant enchaînés à la condition salariale ! Le système d'enseignement reproduit ainsi la contradiction fondamentale de la société capitaliste entre le développement des forces productives et le maintien des rapports de production.

Les tâches du système d'éducation socialiste devront être conçues bien différemment.

Tout d'abord, il devra *soustraire les enfants* dans la mesure du possible à *l'éducation parentale en vase clos*. En effet, l'éducation familiale est le canal privilégié par lequel se perpétuent les préjugés, les connaissances unilatérales, par lequel se forge le rapport pédagogique d'autorité. Et ce alors qu'un *réseau d'accueil préscolaire* de l'enfance offrirait le double avantage d'initier les enfants à la vie sociale, de les faire bénéficier *dans des crèches et jardins d'enfants* des connaissances collectives les plus poussées *en matière d'hygiène, de pédagogie et de psychologie de l'enfant, et de libérer la femme des servitudes de la maternité*, (ce qui est l'une des conditions de l'égalité entre les sexes).

Ensuite le système d'éducation socialiste devra instaurer une *Ecole unique et obligatoire jusqu'à 18 ans* dispensant à tous l'enseignement général diversifié de haut niveau indispensable à l'adaptation permanente dans une société entraînée par la libération des forces productives dans un processus de transformations rapides. Pour affranchir les jeunes des contraintes familiales, il serait possible d'accorder à partir d'un certain âge un *présalaire* dès le niveau de cette Ecole Unique.

Enfin le système d'éducation socialiste devra mettre en place un enseignement supérieur technique lié à la production et à la recherche.

Il est évident qu'un tel système donne une autre idée de la *démocratisation de l'enseignement* que l'ouverture de l'Université à davantage de fils d'ouvriers par l'octroi de bourses plus nombreuses et plus importantes que se propose la démocratie avancée.

La démocratisation effective de l'enseignement passe par la révolution socialiste. Elle suppose *l'épuration* politique des structures d'autorités administratives et académiques du système d'éducation bourgeois dans la mesure où ce dernier est un élément particulier de l'appareil d'Etat qui ne peut être repris à son compte tel quel